



Limousin Palestine

Groupe local de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS)
Bulletin de liaison n° 41 mars-avril 2012

La Palestine : Une histoire déchirée entre les multiples résolutions de l'ONU et les plans de paix internationaux jamais respectés par Israël.

Deuxième partie : Accords de Camp David, Oslo, Taba.

Les accords de Camp David du 17 septembre 1978 entre l'Egypte (Anouar al-Sadate) et Israël (Menahem Begin) aboutissent à un traité de paix et à la restitution du Sinai à l'Egypte en échange de la normalisation entre les deux pays et un vague projet « d'autonomie palestinienne » dans les cinq ans. Mais la colonisation se poursuit. La résolution 446 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 mars 1979) exige l'arrêt des « pratiques israélienne visant à établir des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967 », elle déclare que ces pratiques « n'ont aucune validité en droit », elle demande à Israël de respecter la convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. Invasion du Liban par Israël le 6 juin 1982 et massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila par les Forces libanaises et de l'Armée du Liban sud sous les yeux de l'état-major israélien. En 1987, c'est le début de la première Intifada qui durera trois ans, la « révolte des pierres » de la jeunesse palestinienne lassée de 20 ans d'occupation des Territoires palestiniens avec ses corollaires : arrestations arbitraires, emprisonnements sans durée limitée, sans procès ou motifs d'accusation, tortures, élaboration d'un réseau de collaborateurs parmi la population occupée. Le 15 novembre 1988, le Conseil national palestinien adopte une « déclaration d'indépendance reconnaissant notamment la résolution 242 de l'ONU ; la restitution des Territoires occupés depuis 1967 contre la paix. La reconnaissance d'Israël confirmée le 15 décembre par Yasser Arafat devant l'Assemblée générale de l'ONU conduira aux accords d'Oslo en 1993. Dès 1988, le Conseil national palestinien a fait le principal compromis pour aboutir à la paix puisqu'en reconnaissant Israël, il lui abandonne 78 % de la Palestine mandataire et accepte de fonder son Etat sur les 22 % restants. Le 13 septembre 1993, les accords d'Oslo suivent la Conférence de Madrid où pour la première fois, Israéliens et Palestiniens se retrouvent aux côtés des autres délégations arabes pour négocier avec Israël une paix fondée sur le retrait de celui-ci des Territoires occupés en échange de la normalisation des relations.

Israël et l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) se reconnaissent mutuellement, projet de mise en place

Prochains rendez-vous

Fête du MRAP

Initialement prévue le samedi 24 mars, elle est reportée à une date ultérieure.

Edition 2012 de « Lire à Limoges » 30, 31 mars et 1 avril toute la journée

Champ de Juillet

Stand Limousin-Palestine

Invitée : **Christiane Hessel**

Auteure de « Gaza, j'écris ton nom »

Editions : Indigènes.

Soirée Palestine

Samedi 31 mars à 19 h 00

Salle du Temps Libre (derrière la Mairie)

Récital, Buffet, Expositions

Musique palestinienne avec le

« Trio Haneen »

En partenariat avec Artisans du Monde

Rassemblement des Femmes en noir

Samedi 15 h 00

Place de la Motte à Limoges

Présence des Femmes en noir et de leurs partenaires, banderole, musiques.

(la date du prochain rassemblement reste à confirmer)

Conférence des G. Locaux de l'AFPS

Du samedi 12 mai à 14h30

au dimanche 13 mai à 13h00

Ivry sur Seine

Plus de précisions ultérieurement

d'une autonomie palestinienne transitoire dans les Territoires occupés et résolution des problèmes de statut (Jérusalem...), de frontières, de territoires, des colonies juives, réfugiés palestiniens. En fait, dès les premiers temps, c'est l'exigence sécuritaire israélienne qui prend le pas sur la mise en œuvre du processus. L'occupation est maintenue, la Cisjordanie et Gaza sont découpées en morceaux ayant des statuts différents (zones A, B, C), conférant aux populations qui y résident des droits différents et des difficultés de passage d'un morceau à l'autre, contrôles aux points de passage (check-points), bouclages massifs, apartheid avec les routes de contournement destinées aux colons. La colonisation se poursuit ; sept ans après Oslo, 30000 Israéliens sont installés dans le « Grand Jérusalem » à l'est, 78000 colons se sont installés dans le reste du territoire, 19 nouvelles colonies ont été créées et la moitié des 122 déjà existantes ont été agrandies. Depuis 1987, le nombre d'Israéliens installés en Cisjordanie est passé de 65000 à 220000 et de 80000 à 200000 à Jérusalem-Est. La situation des Palestiniens se dégrade de plus en plus, chômage... C'est l'échec annoncé de Camp David (25 juillet 2000) entre Ehud Barak et Yasser Arafat. Le processus de paix n'a abouti qu'à un renforcement de l'occupation et un effondrement du niveau de vie des Palestiniens. La région de Jérusalem annexée par Israël ainsi que la vallée du Jourdain sont exclues des négociations et la Cisjordanie demeure coupée en trois parties par les grandes colonies. La deuxième Intifada débute en 2000. Les négociations de Taba en janvier 2001 sont menées par une délégation israélienne. Le tracé de la future Palestine suit la ligne verte frontière de 1967) hormis 6 % de la Cisjordanie qui est annexée par Israël (régions des grandes colonies), ce chiffre est compensé par 3 % de territoire israélien et la construction de passages protégés pour assurer la continuité territoriale entre la Cisjordanie à Gaza. Jérusalem est partagée en deux et les deux Etats peuvent y installer leur capitale. De plus une solution pour les réfugiés palestiniens est proposée pour la première fois. Il est important de signaler que ces accords se rapprochent le plus du point de vue palestinien. Dans le « pacte de Genève », texte informel signé en 2003 par Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo, deux anciens ministre d'Ehoud Barak et Yasser Arafat, le chiffre de 6% est ramené à des échanges paritaires de 3.5 % en réduisant encore la superficie des grandes colonies. Ehud Barak qui sait que les prochaines élections sont perdues donne l'ordre à ses négociateurs de cesser les pourparlers à Taba. Les accords de Taba et plus tard le pacte de Genève ont montrés qu' un véritable accord de paix construit sur des bases justes existe, les textes ayant été formalisés, pourvu que l'Etat d'Israël ait la volonté de cesser son rapport de domination en mettant fin à la colonisation dans les territoires palestiniens [..].

Isabelle Jauberteau (Compte-rendus pour la LDH)

Vie de l'association
depuis le mois de novembre 2011

- 6.11 Fête de la Châtaigne St Priest sous Aix
- 19.11 et 20.11 Semaine de Solidarité Internationale
- 19.11 Conférence de Dominique Vidal
- 20.11 Table Ronde sur les Révolutions arabes
- 11.12 Venue des responsables de Al Diwan
- 11.12 Soirée à St Priest sous Aix
- 11.12 RV avec Groupe LTG C. Régional
- 17.01 CA MDH
- 10.02 Réunion bureau
- 18.02 Rassemblement Femmes en noir
- 28.02 CA MDH
- 20.03 AG MDH

Les Femmes en noir du Limousin , si discrètes qu'elles avaient été oubliées et avaient même disparu de la place de la Motte, ont fait un grand retour en fanfare le 18 février dernier avec une superbe nouvelle banderole, une grosse sono et de la très belle musique.

« Oyez, oyez , la plainte des Femmes en noir : Les femmes en noir du Limousin sont solidaires des femmes en noir israéliennes et palestiniennes qui luttent pour la paix au Proche-Orient ; chaque vendredi, elles accusent le gouvernement israélien de poursuivre la colonisation et l'occupation des terres palestiniennes à l'encontre des résolutions internationales et ainsi de multiplier les actions qui éloignent de plus en plus les perspectives de paix. »

Prochain rassemblement : probablement au cours des premières semaines d'avril.

Références pour les Compte-rendus pour LDH:

Sources bibliographiques : « Les emmurés. La société israélienne dans l'impasse. » Sylvain Cypel. La découverte 2005. « Le droit au retour. Le problème des réfugiés palestiniens. » textes réunis et présentés par Farouk Mardam-Bey et Elias Sanbar. Sindbad. Actes Sud, 2002. Les cahiers de formation de l'AFPS. Le Monde Diplomatique.

Références pour la conférence de D. Vidal (pp3 et 4):

- (1) Dean Gooderham Acheson, favorable à une intervention dans la [Guerre de Corée](#) (juin 1950) est à l'origine de la [résolution 377](#) des Nations Unies (30 11 1950), aussi appelée "[Union pour le maintien de la paix](#)" : l'Assemblée générale peut prendre des mesures si le Conseil de sécurité ne parvient pas à une décision en raison du vote négatif d'un membre permanent, dans tout cas où paraît exister une menace contre la paix, une rupture de la paix ou un acte d'agression.
- (2) www.france-palestine.org/article18486.html
- (3) Editions sociales, Paris 1968, p80.

ONU : Les enjeux d'une bataille Conférence de Dominique Vidal

Limoges 19 11 2011

Nous vivons sans doute un moment historique dans le plus vieux conflit international non résolu : Le 29 novembre 1947, par la résolution 181, l'Assemblée Générale de la jeune ONU partageait la Palestine en un « *Etat juif* » et un « *Etat arabe* » plus un « *corpus separatum* » pour Jérusalem, mais un tout autre partage sort de la guerre de 1947-1949 : Israël a vu le jour et augmenté de 1/3 son territoire en s'emparant d'une partie de l'Etat arabe mort-né, le reste est annexé par la Jordanie (Cisjordanie) et occupé par l'Egypte (Gaza). 800 000 Palestiniens sont contraints à l'exil. Le Proche-Orient entre ainsi dans une spirale de conflits sans fin. 64 ans – et une dizaine guerres et *Intifadas* plus tard, l'Etat disparu frappe à nouveau à la porte pour demander et sans doute obtenir son admission comme 194^e membre de l'ONU.

Je voudrais réfléchir avec vous sur l'enjeux de cette bataille, les facteurs qui ont permis cette avancée (et ceux qui la freinent encore) et insister sur le fait qu'il s'agit d'une dernière chance pour une solution à deux Etats. En cas d'échec ou si le succès à l'ONU ne se traduisait pas sur terrain, les Palestiniens se poseraient sans doute la question d'une autre stratégie : celle de la formation d'un Etat binational.

1) LA BATAILLE DE L'ONU :

Les Palestiniens avaient 3 bonnes raisons de déposer leur candidature :

1. Depuis 20 ans, c'est le pot de fer contre le pot de terre, les Etats-Unis sont de plus en plus juge et partie.
2. L'Etat change la règle : Israël est contraint de négocier avec un Etat reconnu comme lui, dans le cadre de l'ONU et sur la base de ses résolutions. Or celles-ci définissent les principes et les solutions dont il ne reste à négocier que leur application: le retrait d'Israël dans tous les Territoires Occupés, l'établissement d'un Etat palestinien avec les frontières d'avant la guerre de 1967 ayant sa capitale à Jérusalem, le démantèlement des colonies et une solution au problème des réfugiés sur la base de la résolution 194 du 11 décembre 1948 prévoyant le droit au retour ou une compensation pour les réfugiés du conflit.
3. Cela démasque les hypocrites, tous ceux qui prônent deux Etats mais refusent de reconnaître le deuxième – j'y reviendrai

Premier bilan ?

Il a osé; tout le monde pronostiquait une reculade de Mahmoud Abbas qui a résisté à toutes les pressions et tenu un discours ouvert mais ferme. La *standing ovation* a symbolisé, légitimité et réaffirmé la cause palestinienne, Obama comme Sarkozy ont été placés au pied du mur. Cela a remobilisé les Palestiniens, qu'on disait las : par dizaines de milliers ils ont écouté et fêté la candidature à l'ONU qui a été approuvée à 80 % selon les sondages. Une première victoire à l'Unesco, dont la Conférence générale a admis la Palestine comme Etat membre le 31 octobre et un double atout : dans la bataille pour la défense de la culture et notamment des sites palestiniens et dans la bataille pour l'entrée dans tout système onusien.

Transformer l'essai :

Le 11 novembre, le Comité d'admission du Conseil de Sécurité ne s'est pas mis d'accord sur la candidature, faute d'une neuvième voix, les Etats de l'Union européenne ne sont pas contraints d'opposer leur veto. Les Palestiniens ont donc deux solutions : soit poursuivre la bataille au Conseil de Sécurité pour être admis comme Etat membre, soit aller vers un compromis en demandant l'admission en temps qu'Etat observateur à l'Assemblée Générale et selon certains juristes, il existe une troisième solution : la jurisprudence Acheson (1).

Une remarque importante : dans les formules « Etat membre » comme « Etat observateur », ce qui compte, c'est « Etat ». La Palestine, de « territoire occupé », voire « disputé », devient Etat reconnu avec des frontières et une capitale, qui peut entrer dans toutes les institutions de l'ONU, à commencer par la Cour Internationale de Justice et la Cour Pénale Internationale.

L'admission de la Palestine à l'ONU ne changerait évidemment pas d'un coup de baguette magique la situation sur le terrain, mais elle donnerait aux Palestiniens et à leurs amis des atouts importants, y compris pour renforcer la mobilisation des opinions sans laquelle aucune avancée n'est possible, Sinon, pourquoi les Israéliens et leurs alliés feraient-ils des pieds et des mains depuis des mois pour empêcher le vote ? Sauf surprise (toujours possible), je pense que les Palestiniens choisiront de poursuivre la bataille pour un Etat membre et non d'aller vers un compromis, pour les raisons que m'a données le ministre des Affaires Etrangères Al-Maliki :

« Voilà des années que nous pouvons obtenir un statut de membre observateur à l'ONU. Nous disposons pour ce faire de la majorité – simple – nécessaire depuis un an, cinq ans, dix ans... Si nous avons choisi de ne pas y avoir recours, c'est que nous voulions donner toute la place à la négociation, grâce à laquelle nous espérons atteindre notre objectif : un Etat indépendant aux côtés d'Israël. C'est l'impasse du « processus de paix », du fait de l'intransigeance israélienne, qui nous a conduit à rechercher une issue nouvelle. Et nous avons choisi de poser notre candidature comme Etat membre auprès du Conseil de sécurité. Pour changer la règle du jeu (2). »

C'est pourquoi le Fatah a choisi de relancer le rapprochement avec le Hamas. La rencontre est prévue le 23 novembre prochain au Caire et devrait déboucher sur la constitution d'un gouvernement d'union nationale (sans doute sans SF comme PM) et la préparation des élections présidentielle et législative en mai 2012.

2) LES FACTEURS DE CETTE AVANCÉE:

La Vague révolutionnaire arabe

Elle pose un problème de terminologie: ce n'est pas le « *printemps* » : cette vague a commencé en hiver, elle continue au printemps et en été, et ne s'arrêtera pas à l'automne, ce n'est pas une « *révolte* »; ce qui sous-estimerait l'ampleur, ce n'est pas une « *révolution* » car il faudrait en connaître la fin– ce qui n'est pas le cas, loin de là, mais c'est une situation révolutionnaire au sens marxiste et même léniniste du terme (en 1920 dans *La maladie infantile du communisme*) :

« C'est seulement lorsque ceux d'en-bas ne veulent plus et que ceux d'en-haut ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière que la révolution peut triompher »(3)) ou c'est une « Intifada » au sens propre (« relever la tête ») et au sens figuré (« soulèvement »). Il est trop tôt pour répondre à toutes ces questions posées par la lame de fond soudaine et généralisée, d'autant que rien n'est joué : on le voit en Syrie, au Bahreïn et au Yémen où les dictatures et les monarchies sont prêtes à un bain de sang pour conserver le pouvoir. Mais c'est une certitude que ce mouvement historique est comparable à la chute du Mur de Berlin et à la fin du communisme. Outre les raisons purement conjoncturelles, comment démêler les causes structurelles liées à un temps court et celles relevant d'un temps long ?

Les causes structurelles liées à un temps court :

C'est l'aggravation de la crise économique et sociale, une misère de la masse d'autant plus révoltante qu'elle cohabite avec la richesse arrogante des privilégiés. C'est l'obsolescence des régimes répressifs (ce qui pose la question des spécialistes de l'Egypte ou de la Syrie et au-delà : ne faudrait-il pas parler d'« Etats-Moukhabarat », au sens où les appareils sont coupés des réalités et croient dur comme fer que les chars, les fusils et les tortures suffisent à calmer le peuple révolté alors qu'ils alimentent, voire suscitent cette révolte ?). C'est l'absence de perspective pour la jeunesse qui – j'y reviendrai – joue un rôle majeur.

Les causes structurelles liées à un temps long :

Les *rapports arabes sur le développement humain* publiés par PNUD depuis 2002 aboutissent tous à la même conclusion : cette région est la seule au monde qui subit non seulement une stagnation, mais une régression dans de nombreux domaines. Sans vous abreuver de chiffres, je citerai que dans une région qui produit 1/3 du pétrole mondial et en détient 2/3 des réserves : un Arabe sur 5 survit avec moins de 2 dollars par jour et 35 % vivent dans une « extrême pauvreté », un grand nombre de personnes sont sous-alimentées: le nombre est passé en 15 ans de près de 20 millions à plus de 25 millions de personnes, le pourcentage officiel de chômeurs est de 14,4 % contre une moyenne mondiale de 6,4 % (en réalité double au bas mot), 23 % des personnes de plus de 15 ans sont analphabètes et 17 % sont illettrées, les femmes sont victimes de violences et de discriminations dans tous les domaines et sont sous-représentées : 8% de femmes dans les Parlements (contre une moyenne mondiale déjà peu glorieuse de 18,7%), le désert englouti 2/3 de la superficie totale et en menace encore 1/5, le réchauffement climatique pourrait notamment créer 6 millions de réfugiés en Egypte et provoquer une diminution de 70 % de la production agricole au Soudan, la région regroupe près de 50 % de l'ensemble des réfugiés recensés dans le monde, les pays arabes sont moins industrialisés qu'en 1970 ! La croissance moyenne du PIB 1980-2004 n'a pas atteint 0,5% par an.

La première victime de cette situation et le premier acteur de ces mouvements est la jeunesse : 60 % des 350 millions d'Arabes ont moins de 25 ans. L'âge moyen est de 22 ans (28 ans dans le monde). Le taux de chômage des jeunes dépasse souvent 50%. Il existe des convergences entre les jeunes ouvrière, rurale et intellectuelle, mais cette dernière tient un rôle particulier : même bardée de diplômes, elle ne trouve pas de travail. C'est ici que se joue les rôles d'Internet, Facebook, etc. : non seulement ces outils sont relativement libres, modernes et efficaces pour la communication, mais aussi pour la transmission des expériences révolutionnaires, mais encore ils remettent en cause le rêve de l'Occident qui a été généralisé dans la génération précédente: les jeunes Arabes ont vu comme nous les images honteuses à Lampedusa et les discriminations, le racisme dont leurs frères sont victimes dans nos pays. (Il faut mettre un bémol aux envolées lyriques concernant les nouveaux réseaux sociaux, en effet les mosquées ou les cafés restent des lieux de mobilisation universels et au moins aussi importants...)

Est-ce « l'exception arabe » : génétique ? culturelle ? religieuse ? Ou plutôt intrinsèquement liée au plus vieux conflit international non résolu et à ses multiples métastases ? : la disparition de la Palestine en 1948 qui a débouché sur le conflit israélo-arabe, six guerres + 2 Intifadas + 1 massacre à Gaza + 3 guerres Golfe + les guerres civiles libanaises... ce qui a occasionné le détournement de richesses considérables vers des courses aux armements, ce qui a fourni le prétexte de l'installation de régimes autoritaires pour réprimer toute opposition au nom de la nécessité de « serrer les rangs face à l'ennemi sioniste », ce qui a créé les conditions de l'échec des socialismes arabes (même si cela reste acquis), symbolisé par la défaite de 1967, qui sonna le glas de la vague révolutionnaire nationaliste des années 1950 et 1960 mais a débouché aussi parallèlement à un retournement des alliances Sadate (avec l'EU au lieu de l'URSS), sur *Infitah*, tournant libéral dont les conséquences sont considérables en termes de mal-développement, inégalités et corruption. Un autre facteur structurel historique est la fenêtre d'opportunité mondiale ouverte par l'ébranlement de l'hégémonie occidentale à l'échelle mondiale : il y a vingt ans, l'Occident l'emporte dans la Guerre froide : chute du Mur ce qui entraîne la fin du communisme en Europe, Fukuyama évoque « la Fin de l'histoire », les Observateurs prédisent « l' Empire américain » - et Hubert Védrine parle « d'hyperpuissance ». Or l'inverse s'est produit : la crise a accentué le système, poussée des Etats émergents, ébranlement de l'hégémonie occidentale, irruption de sociétés contre les pouvoirs institués. Tout cela (avec la partie la plus visible : échec des EU en Irak comme en Afghanistan), cela n'a-t-il pas contribué à une prise de conscience plus ou moins nette, mais très large, pour que des percées deviennent possibles ? Cette hypothèse est d'autant plus plausible que les mouvements de masse ne se développent pas seulement dans les Etats arabes et en Israël, mais aussi simultanément en Amérique latine et dans des pays occidentaux, où s'affirment (à des degrés divers) les « Indignés » Comment ne pas penser à l'année 1968 ? La révolte de toute une jeunesse à l'Ouest comme à l'Est et au Sud : du Mai français au printemps de Prague et de Varsovie, en passant par Berlin avec Rudi Dutschke, sans oublier Mexico; du massacre de la place des Trois Cultures, au poing ganté des coureurs américains Tommie Smith et John Carlos...

Suite dans le prochain bulletin.